

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME,
HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

AGENCE URBAINE DE
KENITRA-SIDI KACEM-SIDI SLIMANE



APPEL D'OFFRES N°03/AUKSS/ 2023

**ELABORATION DES PLANS DE RESTRUCTURATION
DES DOUARS NJARA, ALLAG, LMKHACHIM, AZIB ERRAKEB ET ZHAIR LBATTA
RELEVANT DE LA COMMUNE DE SEFSAF.
(Lot Unique)**

Réservé à la PME

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Appel d'offres ouvert conformément au règlement du 27 mai 2014 relatif aux conditions et formes de passation des marchés des Agences Urbaines notamment l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et l'alinéa 3 du paragraphe de l'article 17.



ARTICLE 1. OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Par le présent règlement de consultation, l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane confie au contractant qui accepte, de mener les tâches relatives à la réalisation de l'étude d'élaboration des plans de restructuration des douars Njara, Allag, Lmkhachim, Azib Errakeb et Zhair Lbatta relevant de la commune de Sefsaf.

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du règlement relatif aux marchés publics de l'Agence Urbaine de Kénitra -Sidi Kacem, entré en vigueur à compter du 27 mai 2014.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le règlement précité. Toute disposition contraire au règlement précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du règlement des marchés précité.

ARTICLE 2. MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane présenté par sa Directrice, en sa qualité d'ordonnateur.

ARTICLE 3. INFORMATION ET DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT

Conformément aux dispositions des articles 22 du règlement précité, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres, et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 4. MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du règlement précité, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant

2/18

AOO N°03/AUKSS/2023: Elaboration des plans de restructuration des douars Njara, Allag, Lmkhachim, Azib Errakeb et Zhair Lbatta relevant de la commune de Sefsaf.



retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture des plis prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, cette nouvelle séance doit intervenir par un avis modificatif dans les mêmes conditions prévues à l'article 20 du règlement précité.

Dans ce cas, la nouvelle séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

ARTICLE 5. CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément à l'article 24 du règlement relatif aux marchés publics de l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane, entré en vigueur à compter du 27 mai 2014 :

Peuvent participer à cet appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière ; pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la C.N.S.S ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires auprès de cet organisme.

Ne sont pas admises à participer à cet appel d'offres les personnes physiques ou morales qui sont :

- En liquidation judiciaire ;
- En redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 142 du règlement précité ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

ARTICLE 6. JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES

I - Chaque concurrent est tenu, conformément aux articles 25, 26, 27 et 28 du règlement précité, de présenter un dossier administratif, un dossier technique et une offre technique :

A- LE DOSSIER ADMINISTRATIF :

1 - Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :



a- Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions indiquées à l'article 26 du règlement relatif aux marchés publics de l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane ;

b- Le cautionnement provisoire doit être présenté conformément à l'arrêté du MEF n°1982-21 du 9 jourmada I 1443 (14 décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires ;

En cas de groupement, le cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement ;

c- Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 140 du règlement précité. Cette convention doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.

2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché qui sera issu du présent appel d'offres, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement précité :

a- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée.

- S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon les cas :

- Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

b- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 5 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

c- L'attestation de la CNSS délivrée depuis moins d'un an certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 24 du règlement relatif aux marchés publics de l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane précité ou de la décision du Ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ;



- d- Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

N.B : Pour justifier la qualité de la Petite et Moyenne Entreprise Nationale, le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché qui sera issu du présent appel d'offres doit produire les pièces suivantes :

- Un certificat émanant de la CNSS, prouvant que le nombre des salariés ne dépasse pas 200 salariés ;
- Le document prouvant la qualité de la personne dirigeante avec les attributions qui lui sont conférées pour représenter le concurrent ;
- Un certificat attestant du chiffre d'affaires de l'entreprise émanant de la Direction Générale des Impôts ;
- L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

B - LE DOSSIER TECHNIQUE :

Ce dossier doit comprendre les pièces suivantes :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation ;
- Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

II - Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

- 1- Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et additif et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1 du I-A de l'article 6 ci-dessus, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché qui résultera du présent appel d'offres ;
- 2- S'il est retenu pour être attributaire du marché **qui sera issu du présent appel d'offres :**
 - a- Une attestation ou sa copie conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de

AOO N°03/AUKSS/2023: Elaboration des plans de restructuration des douars Njara, Allag, Lmkhachim, Azib Errakeb et Zhair Lbatta relevant de la commune de Sefsaf.



paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 5 ci-dessus. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

- b- Une attestation ou sa copie conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la caisse nationale de sécurité sociale justifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 5 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

C - L'OFFRE TECHNIQUE :

Ce dossier est constitué des pièces suivantes :

1) La composition de l'équipe comprenant :

Un rapport traçant la composition de l'équipe comprenant :

- La liste nominative des membres de l'équipe, permanents ou consultants, avec leur curriculum vitae. Cette liste doit préciser les travaux que chacun mènera ainsi que la répartition du temps de son intervention pendant la durée de l'étude. Les enseignants devraient disposer d'autorisation de participer à des études conformément à la réglementation en vigueur.
- Le curriculum vitae de chaque intervenant devra être impérativement signé par ses soins (signature légalisée) et doit préciser sa fonction actuelle. **Ledit CV doit être accompagné des copies certifiées conformes des diplômes correspondants.**

Les membres de l'équipe doivent justifier des diplômes suivants :

1. Diplôme d'architecte, délivré par l'Ecole Nationale d'Architecture (ou diplôme étranger avec équivalence) ;
2. Diplôme d'ingénieur en génie civil, délivré par une grande école nationale (ou diplôme étranger avec équivalence) ;
3. Diplôme de topographe délivré par une école nationale (ou diplôme étranger avec équivalence) ;
4. Licence ou plus en Droit, délivré par l'université ou école nationale (ou diplôme étranger avec équivalence) avec une expérience dans ce domaine ;
5. Master ou plus en urbanisme, ou géographie urbaine délivré par l'université ou école marocaine (ou diplôme étranger avec équivalence).
6. Diplôme d'infographiste
7. Diplôme de technicien en architecture et urbanisme

NB :

- **Les diplômes délivrés par les écoles ou instituts privés ne seront pas acceptés sauf en cas d'équivalence délivrée par l'Etat ;**



6/18

- En cas d'absence de l'un des 2 premiers profils (architecte et ingénieur en génie civil) susvisés, l'offre du candidat sera écartée ;
- Au cas où un des CV n'est pas « signé légalisé » et/ou un des diplômes n'est pas « en copie certifiée conforme », la note qui sera attribuée est 0.

2) La note méthodologique et le planning détaillé des études comprenant :

a- La note méthodologique comprenant :

- La présentation développée de la problématique de l'aire de l'étude ;
- La présentation détaillée des objectifs de l'étude ;
- La méthodologie générale ;
- L'organigramme général de l'étude ;
- Les outils d'investigation et les approches thématiques nécessaires à l'élaboration de cette étude (enquêtes, études à mener, etc.) ;
- Le caractère innovant de l'offre.

b- Planning détaillé :

Un planning détaillé précisant le phasage, la définition des différentes tâches et la durée d'intervention de chaque membre de l'équipe afin de permettre de mener à terme l'étude en question dans les délais impartis.

Ceci doit être explicité à travers, notamment :

- L'organigramme de l'étude (les étapes de la réalisation de l'étude);
- Le planning des tâches ;
- Le chronogramme des intervenants.

D - L'OFFRE FINANCIERE :

Celle-ci comprend :

- a) L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation des marchés.



7/18

- b) Le bordereau de prix global et la décomposition du montant global conformément aux modèles fixés par le maître d'ouvrage et figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total de la décomposition du montant global prévaut.

Les montants totaux du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant de l'acte d'engagement, et celui du bordereau du prix global, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 7. PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

- 1- Conformément aux dispositions de l'article 31 du règlement précité et suite à l'arrêté du ministère de l'Economie et des Finances n° 1982-21 du 9 Joumada I 1443 (14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaire, **qui stipule les dispositions relatives à l'obligation de dépôt des plis et des offres des concurrents par voie électronique et à la dématérialisation des garanties pécuniaires.**

- 2- Le dossier du concurrent contient trois sous-dossiers distincts :

- a- Le premier contient les pièces des dossiers administratifs et techniques, le cahier des prescriptions spéciales paraphé sur toutes les pages et signé à la dernière page par le concurrent ou la personne habilité à cet effet. Ce dossier doit porter de façon apparente la mention « dossier administratif et technique » ;
- b- Le deuxième contient l'offre technique. Elle doit porter de façon apparente la mention « offre technique » ;
- c- Le troisième contient l'offre financière. Elle doit porter de façon apparente la mention « offre financière ».

ARTICLE 8. RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement précité et à l'arrêté du ministère de l'Economie et des Finances n° 1982-21 du 9 Joumada I 1443 (14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires, qui stipule les dispositions relatives à l'obligation de retrait des plis et des offres des concurrents par voie électronique et à la dématérialisation des garanties pécuniaires. Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le Portail Marocain des marchés publics www.marchespublics.gov.ma ou sur le site www.auks.ma



Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement précité et suite à l'arrêté du ministère de l'Economie et des Finances n° 1982-21 du 9 Joumada I 1443 (14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires notamment son article 13, tout pli déposé peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis. Le retrait de tout pli s'effectue au moyen du certificat de signature électronique ayant servi au dépôt de ce pli. Les informations relatives au retrait des plis sont enregistrées automatiquement sur le registre de dépôt des plis. Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'arrêté du ministère de l'Economie et des Finances n° 1982-21 du 9 Joumada I 1443 (14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires et avant la date et l'heure limites d'ouverture des plis.

ARTICLE 9. DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du règlement précité et suite à l'arrêté du ministère de l'Economie et des Finances n° 1982-21 du 9 Joumada I 1443 (14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaire notamment son article 41, qui stipule les dispositions relatives à l'obligation de dépôt des plis et des offres des concurrents par voie électronique et à la dématérialisation des garanties pécuniaires.

ARTICLE 10. GROUPEMENT DES CONCURRENTS

Les concurrents sont invités à soumissionner individuellement ou à constituer un groupement pour présenter une offre unique. Le groupement peut être soit conjoint soit solidaire.

Le groupement est dit « conjoint » lorsque chacun des membres du groupement, s'engage à exécuter une ou plusieurs parties distinctes tant en définissant la rémunération des prestations objet du marché qui sera conclu à l'issue du présent appel d'offres.

Le groupement est dit « solidaire » lorsque tous ses membres s'engagent solidairement vis-à-vis du maître d'ouvrage pour la réalisation de la totalité du marché qui sera issu du présent appel d'offres.

L'acte d'engagement doit préciser la nature du groupement et désigner le mandataire qui assurera la coordination des opérations et la liaison avec l'AUKSS.

En cas de groupement conjoint, chaque membre, y compris le mandataire, doit justifier individuellement les capacités juridiques, techniques et financières requises pour la réalisation des prestations pour lesquelles il s'engage.

Le groupement conjoint doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché qui sera issu du présent AO et précise la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Le groupement solidaire doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, étant précisé que cet acte d'engagement peut, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché.

Les membres du groupement solidaire, y compris le mandataire, doivent justifier individuellement les capacités juridiques exigées.



Les capacités financières et techniques du groupement solidaire sont jugées sur la base d'une mise en commun des moyens humains, techniques et financiers de l'ensemble de ses membres pour satisfaire de manière complémentaire et cumulative les exigences fixées à cet effet dans le cadre de la procédure de passation de marché.

Les dispositions de l'article 140 du règlement précité restent applicables.

ARTICLE 11. DÉLAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du règlement précité Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante-quinze (75) jours**, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 12. CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS - EXAMEN DES OFFRES ET MODE DE JUGEMENT

L'examen des offres sera effectué par une commission désignée à cet effet par l'ordonnateur ou son délégué. Les travaux de cette commission se dérouleront conformément aux dispositions de l'article 137 du règlement relatif aux marchés publics de l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem.

Les membres de la commission sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui concerne les éléments portés à leur connaissance.

- **Phase 1 : Analyse préliminaire des dossiers administratif et technique**

Cette analyse tend à s'assurer de la conformité des propositions par rapport aux stipulations du règlement de la consultation notamment, les pièces des dossiers précités.

- **Phase 2 : L'appréciation de l'offre technique se fera selon la grille de notation suivante**

Toute méthodologie novatrice dans le cadre des prescriptions du CPS sera privilégiée. La méthodologie à suivre pour l'évaluation de ce volet est résumée dans le tableau suivant :

| AXE DE NOTATION | NOTE |
|--|-------|
| I- PROBLEMATIQUE ET METHODOLOGIE : | |
| 1. PROBLEMATIQUE : | |
| - Aspects relatifs à la présentation de l'aire d'étude et maîtrise du territoire | 6 pts |
| - Aspects relatifs au diagnostic, orientations et propositions d'aménagement | 6 pts |
| - Illustration des aspects problématiques (cartes, schémas, photos, ...) | 6 pts |
| *Au cas où un des critères n'est pas conforme au CPS, la note attribuée est 0. | |
| Sous total 1 : /18 | |
| 2. METHODOLOGIE GENERALE : | |
| - Pertinence des objectifs arrêtés | 5 pts |
| - Cohérence de la démarche | 5 pts |
| - Aspects novateurs de la démarche | 5 pts |
| *Au cas où un des critères n'est pas conforme au CPS la note attribuée est 0. | |

10/18

AOO N°03/AUKSS/2023: Elaboration des plans de restructuration des douars Njara, Allag, Lmkhachim, Azib Errakeb et Zhair Lbatta relevant de la commune de Sefsaf.



| | | | |
|---|----------------------|--|---------------------|
| Sous total 2 : /15 | | | |
| a. APPROCHE THEMATIQUE ET ENQUETES : | | | |
| - Cohérence entre objectifs de l'étude et outils d'investigation proposés | | | 6 pts |
| - Consistance des études thématiques et sectorielles | | | 6 pts |
| *Au cas où un des critères n'est pas conforme au CPS la note attribuée est 0. | | | |
| Sous total 3 : /12 | | | |
| b. ORGANIGRAMME ET PLANNING (cohérence et pertinence) | | | |
| - Organigramme de l'étude | | | 7,5 pts |
| - Planning et le chronogramme des intervenants | | | 7,5 pts |
| *Au cas où un des critères n'est pas conforme au CPS, la note attribuée est 0. | | | |
| Sous total 4 : /15 | | | |
| T1 :/60 | | | |
| II- EQUIPE PROPOSEE ET REFERENCES GENERALES : | | | |
| | Note maximale | Critères de notation de documents de base | Note globale |
| CHEF DU PROJET – ARCHITECTE | 10 points | | |
| Si expérience similaire = 0 an | 0 point | - 2 points par année d'expérience justifiée dans des études similaires - Pas d'expérience similaire : 0 point | /10 |
| Si expérience similaire = 1 an | 2 points | | /10 |
| Si expérience similaire = 2 ans | 4 points | | /10 |
| Si expérience similaire = 3 ans | 6 points | | /10 |
| Si expérience similaire = 4 ans | 8 points | | /10 |
| Si expérience similaire = 5 ans et plus | 10 points | | /10 |
| LE RESTE DE L'EQUIPE : | 24 points | | |
| ➤ Ingénieur en génie civil | 6 points | - 1 point par année d'expérience justifiée dans des études similaires - Pas d'expérience similaire : 0 point | /6 |
| ➤ Topographe | 6 points | - 1 point par année d'expérience justifiée dans des études similaires - Pas d'expérience similaire : 0 point | /6 |
| ➤ Urbaniste / géographe urbaine | 6 points | - 1 point par année d'expérience justifiée dans des études similaires - Pas d'expérience similaire : 0 point | /6 |
| ➤ Juriste (licence ou plus en Droit) | 6 points | - 1 point par année d'expérience justifiée dans des études similaires - Pas d'expérience similaire : 0 point | /6 |
| *En cas d'absence d'un des deux premiers profils (architecte et ingénieur en génie civil) l'offre du candidat sera écartée. | | | |
| *Au cas où un des CV n'est pas «signé légalisé» et/ou un des diplômes n'est pas «légalisé», la note attribuée est 0. | | | |
| T2 :/34 | | | |
| III- MOYENS HUMAINS : | | | |
| CADRES D'APPUI | 3 points | | |
| Infographistes (au moins un) | 3 points | - 3 points si 1 infographiste au moins | /3 |
| Techniciens (au moins un) | 3 points | - 3 points si 1 technicien au moins | /3 |
| T3 :/6 | | | |
| Nt = T1 + T2 + T3 | | | |
| Nt=/100 | | | |

Soit Nt (note technique) = T1 + T2 + T3

• **Phase 3 : Analyse financière comparative des offres**



11/18

AOO N°03/AUKSS/2023: Elaboration des plans de restructuration des douars Njara, Allag, Lmkhachim, Azib Errakeb et Zhair Lbatta relevant de la commune de Sefsaf.

La proposition la moins disante aura une note financière (Nf₁) de 100. Les autres propositions financières auront des notes inversement proportionnelles à leur montant, soit :

soit $Nf_{2,3...} = Nf_1 / Nf_{2,3...} * 100$

- **Phase 4 : Appréciation définitive**

Une note globale (Ng) sera calculée selon la formule de pondération suivante :

$Ng = 0.30 Nf + 0.70 Nt$

Ng : note global du concurrent ; Nf : note financière du concurrent ; Nt : note technique du concurrent

N.B : Toute offre ayant obtenu un total Nt inférieur à 65 points sera écartée (note éliminatoire).

Le concurrent dont la note globale est la plus élevée, sera attributaire du marché.

ARTICLE 13. RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES

Les résultats d'examen des offres doivent être affichés dans les locaux de l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane.

ARTICLE 14. PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Conformément aux dispositions de l'article 138 du règlement relatif aux marchés publics de l'Agence Urbaine Kénitra-Sidi Kacem, le pourcentage de préférence à appliquer en faveur de l'entreprise nationale est de 15%.

ARTICLE 15. LANGUE DE PRESENTATION DES DOSSIERS

Toutes les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents en réponse au présent appel d'offres doivent être établies en langue française.

ARTICLE 16. MONNAIE

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du règlement précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham.

ARTICLE 17. REPARTITION EN LOT

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.



Article 18. Dossier d'appel d'offres

Tout appel d'offres fait l'objet d'un dossier préparé par le maître d'ouvrage et qui doit comprendre :

- Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du Cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Les modèles du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le règlement de consultation.



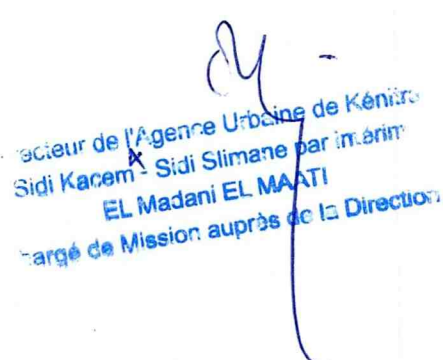
ROYAUME DU MAROC

MINISTRE DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME,
DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

AGENCE URBAINE DE KENITRA-SIDI KACEM- SIDI SLIMANE

APPEL D'OFFRES N° 03/AUKSS/2023

ELABORATION DES PLANS de restructuration des douars Njara, Allag, Lmkhachim, Azib Errakeb et Zhair
Lbatta relevant de la commune de Sefsaf.

| Le Maitre d'Ouvrage | Le concurrent (Plus la mention Lu et accepté manuscrite) |
|---|---|
|  | |

AOO N°03/AUKSS/2023: Elaboration des plans de restructuration des douars Njara, Allag, Lmkhachim, Azib Errakeb et Zhair Lbatta relevant de la commune de Sefsaf.



14/17